



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2007

Introduction

Bâti sur les questionnaires qui ont été renvoyés par les correspondants, ce rapport a d'abord été enrichi par les DIR (délégués interrégionaux de l'ANVP) puis complété et approuvé dans ses grandes lignes par le conseil d'administration.

C'est dire si, au-delà de son aspect statutaire, il reflète la vitalité de l'association (du local jusqu'au national) - avec ses forces et ses faiblesses - en énonçant à la fois des éléments connus et des questionnements nouveaux.

Commençons donc par ce qui a été fait et a été vécu sur le terrain et terminons par ce qui a été fait et a été vécu au niveau national.

Au niveau des délégations interrégionales

Un rapport national ne peut refléter dans le détail toutes les dynamiques (bonnes ou moins bonnes) vécues dans le périmètre des délégations interrégionales.

Le détail de ces dynamiques interrégionales est disponible auprès de chaque délégué (sauf pour les données des régions Toulouse et Ile-De-France - Centre qui sont conservées au secrétariat national).

☺ Des motifs de satisfaction

Dans la plupart des délégations, des liens de bonne qualité ont été entretenus avec le DIRSP et ses collaborateurs en vue d'appuyer les réseaux de correspondants et les visiteurs en difficulté.

Chaque délégation a organisé une assemblée régionale avec une participation variable de visiteurs (sauf Toulouse et Paris IDF-Centre).

L'animation des réseaux de correspondants a été généralement satisfaisante, soit au travers de réunions formelles soit par relations téléphoniques et courriels.

Des faits encourageants sont à relever : deux nouvelles maisons d'arrêt (Dunkerque et Le Havre) ont pu bénéficier très vite de visiteurs, et le nombre de visiteurs de la délégation de Rennes est en progression constante.

Enfin une nouvelle région est en cours de structuration : les DOM-TOM. Certes, les sections Martinique et Guadeloupe sont pour l'instant seules opérationnelles, mais les spécificités géographiques et culturelles, le pourcentage très élevé de personnes détenues étrangères rend ce chantier difficile et lent à mener.

⊗ Des regrets

Plusieurs délégations souffrent d'une remontée d'information insuffisante et irrégulière de la part des correspondants.

L'étendue territoriale et la dispersion géographique des visiteurs des régions de Bordeaux, Dijon et Lyon constituent toujours un frein important pour réunir les visiteurs en assemblée générale régionale.

Les délégués regrettent, pour la plupart, le peu de relations avec les institutionnels de leur région (Préfets, Présidents de Tribunaux, Syndicats Professionnels, Associations).

Si les ressources des délégations pour leur fonctionnement proviennent principalement des subventions des DIRSP, peu de subventions sont obtenues auprès des collectivités territoriales (mis à part à Marseille et Rennes).

Beaucoup plus rarement, des dons de particuliers sont perçus pour l'aide aux personnes détenues démunies.

Quant aux dépenses, elles sont essentiellement constituées de frais de déplacements et de coûts de mise en place des formations.

Deux cas particuliers à pointer

La région Paris-IDF-Centre

Le territoire n'est pas homogène (région parisienne d'une part ; région Centre-Val de Loire-Berry d'autre part) et l'absence d'un délégué est mal vécue par la plupart des correspondants.

L'animation des équipes de visiteurs, la vie associative, le lien avec de multiples associations et intervenants, les relations avec l'AP et les SPIP sont rendus de ce fait plus problématiques et les équipes (en particulier à Fresnes et Fleury-Mérogis) en ont d'autant plus de mérite.

Malgré cela, l'organisation de formations initiales dans la région (sessions à Orléans et Paris) a été très appréciée et a permis des rencontres fructueuses entre visiteurs.

La région Toulouse

Les correspondants de cette région regrettent également l'absence d'un délégué régional et les équipes locales font état de leur sentiment d'isolement.

Au niveau des sections

65 en décembre 2007 dont 2 mises en sommeil : Valenciennes et le Puy en Velay

Le territoire est encore insuffisamment couvert par des sections, notamment en région parisienne et la démarche volontariste de Rennes n'a pas encore porté tous ses fruits.

30% des sections n'ont pas eu d'activité ou peu en 2007.

Les sections sont surtout actives dans le domaine de la formation : certaines organisent des journées thématiques, d'autres des groupes de paroles.

À noter, l'initiative de la section de Lyon qui a contribué à la réalisation d'un lexique en 20 langues pour les personnes détenues.

Les obtentions de subventions auprès des collectivités territoriales et locales sont peu nombreuses et pour des montants assez faibles, mis à part pour la région de Rennes. Sans oublier le cas singulier de la Région Ile de France : le conseil régional a doté le national d'une subvention de 20.000 € pour faciliter le recrutement et la formation de visiteurs dans la région.

Une nouvelle section (Longuenesse) a été créée.

Zooms sur :

→ Les formations

Elles ont eu lieu dans toutes les régions et se sont réparties en 3 catégories.

Les formations initiales pour visiteurs débutants mises en œuvre avec le concours de l'AP dans les directions interrégionales de Paris-IDF-Centre et Bordeaux, ont été fort appréciées.

Des groupes de paroles (40 au total) ont été organisés dans chaque délégation (sauf Toulouse) à la grande satisfaction des 300 bénéficiaires. Certains de ces groupes se sont réunis plus de 4 fois l'an, d'autres sur un rythme mensuel.

Des formations à thème plus spécifiques ont été mises en place par les sections, notamment à Lille, Lyon et Marseille.

→ Les recrutements et agréments

La situation est contrastée mais jugée globalement satisfaisante, en tout cas en légère amélioration.

Certains SPIP s'avèrent malheureusement encore trop peu coopératifs (pas d'efforts d'information continue auprès des personnes détenues), alors que de nombreux correspondants participent au recrutement de nouveaux visiteurs et que des expériences intéressantes de participation à l'accueil des entrants montrent leur efficacité (délégation Dijon et Paris-IDF-Centre).

Sur un plan national, le nombre de visiteurs par détenu s'accroît, puisqu'il est passé de 850 visiteurs début 2007 à 932 au 31 décembre, soit une augmentation de près de 10 %. Cette augmentation ne permet cependant pas de s'approcher significativement du ratio de 1 visiteur pour 20 personnes incarcérées (ratio conventionnel avec la Direction de l'Administration Pénitentiaire au plan national). En particulier, les établissements éloignés des agglomérations (programme 13000) sont trop souvent déficitaires.

Parallèlement à la suppression en août par l'AP de la période "probatoire", certains correspondants ont instauré le parrainage (accompagnement) des nouveaux visiteurs, pendant leurs 6 premiers mois d'activité. Cette innovation a été jugée intéressante et utile.

Des problèmes de recrutement ont été rencontrés à l'occasion de la création ou de l'agrandissement important de centres pénitentiaires comme Villenauxe (délégation Dijon). Les établissements annoncés rencontrent des difficultés de recrutement, surtout quand ils s'avèrent être de grande taille comme Mont de Marsan (délégation Bordeaux).

→ Les relations avec l'Administration Pénitentiaire

D'une façon générale, les relations avec l'administration sont jugées en amélioration.

Localement, les relations avec les directions d'établissements et les SPIP sont jugées cordiales par la plupart des correspondants, même s'il existe quelques exceptions notables.

Le sentiment prédomine que l'association est considérée par les SPIP comme efficace pour l'aide à la réinsertion des personnes détenues et que l'action des visiteurs vient utilement compléter celle des CIP, de plus en plus préoccupés par des tâches administratives.

Il est à noter également que les réunions dites trimestrielles ne sont assurées que dans 50% des établissements (dont 30% avec 2 réunions par an). Ces réunions ont, dans la plupart des cas, un volet information et donc formation.